VENDREDI 30m NOVEMBRE 2018 LE PROGRES

Dans le cadre de la réforme

pour augmenter leur éventail

Une réforme, quatre lycées. À la ren-trée 2019, la course au baccalau-réat devrait être complètement cham-

boulée. Exit les séries de la voie générale (scientifique, économie et so-

generae (scientifique, économie et so-cial, littéraire), les lycéens devront dé-sormais choisir des spécialités « à la carte » pour personnaliser leur par-cours étudiant.

À Bourg-en-Bresse, quatre lycées (Car-riat, Quinet, Lalande et les Sardières)

de propositions.

ACTU BRESSE

BOURG-EN-BRESSE ÉDUCATION

Les lycées mutualisent leurs forces pour la réforme



a À la rentrée 2019, un élève pourra aller dans un établissement autre que le sien pour suivre des cours, grâce à un partenariat entre quatre lycées. Photo d'archives Olivier LEROY

Agence de Bourg-en-Bresse 6 place Joubert, 01000 Bourg-en-Bresse 04.74.21.66.66 lprbourg@leprogres.fr

Publicité ww.bjp-publicite.com

Web www.leprogres.fr/ain/ bourg-en-bresse

Facebook rww.facebook.com/leprogres. bourgenbresse

se sont entendus pour former un par-tenariat inédit dans le département. « Les proviseurs se sont appuyés sur du baccalauréat, les séries de la voie générale seront remplacées par des choix de spécialités à la une grande tradition de travail com mun », souligne Marilyne Remer, di-rectrice académique du département. rentrée prochaine. À Bourg-en-Bresse, quatre lycées publics ont décidé de travailler ensemble

« Un élève pourra se rendre deux fois par semaine dans un autre établissement »

La proximité des trois établissements du centre (le lycée agricole des Sardiè-res est plus excentré) pernet aux pro-viscturs de pouvoir « offir un spectre plus large de spécialités » et optimiser les classes des domaines moins de-mandés, comme l'art ou la culture de l'Antiquité.

« un élève pourra se rendre deux fois par semaine dans un autre établissement que le sien », pour sui-

Grâce à ce partenariat, nous pourrons proposer un panel plus large de spécialités."

Marilyne Remer, directrice académique du département

vre les cours d'une matière jugée plus « rare ». Ce partenariat s'appuie aussi sur les identités bien définies des diffé-rents lycées. L'établissement agricole des Sardières s'occupera, par exem-ple, de la matière « écologie, territoire et biologie », qui fait partie intégrante de son cœur de compétence.

Des réunions avec les parents

d'élèves pour expliquer la réforme Sur les douze enseignements de spé-cialités, « sept doivent être disponibles dans un périmètre raisonnable », selon la loi. Grâce au partenariat, l'ob-jectif est de se rapprocher des douze. D'ailleurs, les proviseurs soulignent que, même sans cette alliance, « cha-cun des lycées était en mesure de proposer, individuellement, six de ces poser, individuellement, six de ces sept matières », parmi lesquelles figu-rent les sciences politiques, la philoso-phie, la physique-chimie, les langues, les sciences de la vie et de la terre ou encore les mathématiques. Trois grandes réunions devraient être organisées au début de l'année 2019, pour expli-quer cette nouvelle réforme aux pa-

Stéphane MONIER

www.leprogres.fr

Un premier choix déterminant à la fin de la classe de seconde

Les lycéens devront rapidement choisir. La première échéance interviendra à la fin du deuxième trimestre de l'année de seconde. Les élèves auront l'obligation de sélectionner quatre spécialités, avant d'en abandonner une à la fin du troisième trimestre.

En première, les étudiants devront se familiariser avec les trois matières préalablement choisies. À la fin de l'année scolaire, ils élimineront une de ces trois spécialités qu'ils ne souhaiteront plus étudier, mais qui comptera tout de même pour la notation du baccalauréat. Ces deux dernières matières représenteront un gros coefficient pour le baccalauréat et seront renforcées lors de l'année de terminale. Tout le cursus sera agrémenté d'un « tronc commun » composé de six matières.

cursus sera agrémenté d'un « tronc commun » composé de six matières

« Nous allons renforcer les temps d'orientation, surtout les premières années » rassurent les proviseurs.

8 ALERTE INTO \$ Your avez une info? 0 800 07 68 43 Bricky County mainte LPRFILROUGE@leprogres.fr

010-1

1 sur 1